

Tribune de Martin Bouygues – Le Figaro du 23 mai 2020

«La 5G n'est pas une urgence pour la France: repoussons l'attribution des fréquences»

TRIBUNE - Il serait souhaitable de reporter à la fin de 2020 ou au début de 2021 les enchères visant à l'attribution des fréquences 5G, argumente Martin Bouygues, le PDG du groupe Bouygues.



Photo : Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

L'épidémie de Covid-19 a conduit à suspendre la procédure d'attribution des fréquences 5G : les enchères, qui devaient avoir lieu ce printemps, ont été reportées à juillet ou septembre. Je pense qu'il faut être pragmatique : la situation du pays, qui se relève avec difficulté d'un terrible cauchemar sanitaire humain et économique, commande de repousser de quelques mois supplémentaires l'attribution des fréquences 5G. J'appelle le gouvernement et le régulateur à tenir compte des éléments qui suivent pour prendre cette décision de bon sens.

En premier lieu, il faut rappeler que si la 5G est une technologie prometteuse, elle est loin d'être mature. C'est pourquoi repousser les enchères de quelques mois ne présente aucun risque de déclassement ou de retard pour l'économie française. La 5G offrira, c'est vrai, des débits supérieurs et une latence améliorée pour le trafic de données mobiles, mais les smartphones qui permettront d'utiliser complètement les capacités de la 5G ne vont arriver sur le marché que très progressivement. Pour le grand public, les usages potentiels véritablement innovants n'arriveront pas avant 2023 ou 2024.

Méfiance et scepticisme

En deuxième lieu, il suffit de regarder le débat public pour constater que la 5G suscite aujourd'hui bien plus de méfiance et de scepticisme que d'engouement et d'enthousiasme. Je le regrette, mais c'est ainsi. Il y a ceux qui sont persuadés, sans aucun fondement scientifique, que la 5G serait dangereuse et on assiste même à une montée inquiétante des thèses complotistes expliquant que la 5G aurait un rôle dans la diffusion du coronavirus ! Toujours est-il que, partout en Europe et notamment en France, les dégradations criminelles d'antennes mobiles se multiplient. Dans ce contexte, il me paraît nécessaire de prendre le temps de la pédagogie et de la conviction. On peut prendre quelques mois pour expliquer et entendre, plutôt que passer en force.

Le même questionnement est apparu concernant la consommation énergétique de la 5G. On a entendu certains expliquer que la multiplication des salles machines pour héberger les données, l'intensification du trafic mobile ou l'accroissement de la puissance des antennes, tous phénomènes liés à la 5G, auraient des conséquences néfastes sur la consommation d'énergie. Je ne pense pas que les choses soient si simples à la vérité car il faut aussi tenir compte des efforts considérables des opérateurs télécoms pour améliorer l'efficacité énergétique de leurs activités. Mais escamoter le débat public serait une grave erreur s'agissant d'une préoccupation importante de nos concitoyens, notamment des plus jeunes : on ne construit pas la technologie de demain contre la jeunesse. Voyons ce qu'il en est précisément, confrontons les expertises, échangeons les arguments.

« Le monde économique d'aujourd'hui n'est plus du tout le même que celui qui prévalait début mars, lorsque les conditions de l'enchère ont été fixées. »

Je pense en dernier lieu qu'il faut repousser à la fin de cette année ou au début de 2021 la mise aux enchères des fréquences 5g tout simplement parce que le monde économique d'aujourd'hui n'est plus du tout le même que celui qui prévalait début mars, lorsque les conditions de l'enchère ont été fixées. Il faut laisser à tout le monde le temps d'analyser l'ampleur de ce bouleversement. Les ménages, d'abord : la gravité de la crise les a conduits à épargner massivement. À quelle vitesse recommenceront-ils à consommer, notamment pour la 5G ? Les pouvoirs publics, ensuite : cette crise a démontré que la connexion à l'internet pour chacun de nous était un besoin essentiel. Jamais sans doute on n'a autant déployé d'antennes mobiles dans les zones les moins denses du territoire que depuis 2017, mais ce n'est pas encore suffisant. Et nos concitoyens qui ont souffert de l'absence de réseau pendant cette crise n'ont que faire de la 5G dans les grandes villes, ils veulent la 4G chez eux ! Les élections municipales se feront l'écho de ce mécontentement. Les opérateurs télécoms, enfin : on dit qu'ils ont été relativement épargnés par la crise. C'est vrai. Mais peuvent-ils raisonnablement acheter des fréquences dont les prix de base ont été fixés au début de l'année en pleine euphorie économique alors que la croissance pour 2020 s'annonce à - 8 % et que la récession va sans doute durer ?

Plus les situations sont complexes, plus il faut faire confiance aux idées simples et au bon sens : dans le climat économique d'aujourd'hui, la 5G n'est pas la priorité du pays. Que penseront les Français qui risquent de perdre leur emploi, les commerçants et artisans durablement affectés par la crise, tous ceux qui souffrent de ne pas encore avoir de couverture mobile dans leur territoire, lorsque, en septembre, ils verront les quatre opérateurs télécoms français se battre à coups de milliards d'euros pour acquérir des fréquences 5G ? Ils penseront que c'est indécent.

« Qu'on me comprenne bien : je ne suis ni un adepte de la décroissance ni un adversaire des technologies. Ceux qui me connaissent le savent. »

Qu'on me comprenne bien : je ne suis ni un adepte de la décroissance ni un adversaire des technologies. Ceux qui me connaissent le savent. Le groupe Bouygues participera à la mise aux enchères des fréquences 5G quelle que soit la date retenue pour les organiser. Mais j'en appelle simplement à la raison. On ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé depuis deux mois. À quoi cela sert-il de disserter longuement sur « le monde d'après » si, à la première occasion et sans se donner le temps de la réflexion, on reprend les habitudes d'avant ?